

Les principaux éléments de contexte socio-économique international, synthétisés ci-dessous, permettent de mettre en perspective les analyses sectorielles objets des monographies des chapitres suivants, et les choix des technologies clés des secteurs économiques correspondants. Ils représentent autant de facteurs externes, d'opportunités ou de menaces, qui influenceront l'économie française dans les prochaines années.

Les travaux « France 2025 » conduits par le Centre d'analyse stratégique [1], ainsi que les analyses menées à l'occasion de l'élaboration de la stratégie nationale de recherche et d'innovation [2] et des États généraux de l'industrie [3], fournissent des ressources documentaires de premier plan, dont les pages suivantes proposent une synthèse. Nous renvoyons le lecteur qui souhaite approfondir l'analyse aux rapports en références.

## Le contexte international

### Mondialisation et déplacement du centre de gravité économique du monde

Sur le plan géopolitique, on retiendra évidemment comme élément de contexte primordial la mondialisation. Selon l'OCDE, elle comporte trois dimensions :

- l'internationalisation, c'est-à-dire le développement des flux d'importation/exportation ;
- la trans-nationalisation, qui est l'essor des flux d'investissement et des implantations à l'étranger ;
- la globalisation, avec la mise en place de réseaux mondiaux de production et d'information.

Selon que l'on s'y prépare activement ou qu'on la subisse passivement, la mondialisation représente une formidable opportunité de développement économique, ou une menace pour notre prospérité.

Dans ce contexte, les quatre pays émergents rassemblés sous les initiales « BRIC » (Brésil, Russie, Inde, Chine) sont vus comme des géants à l'influence croissante sur plusieurs points :

- leur population, qui représente 40 % de la population mondiale ;
- leur croissance économique, qui compte pour 50 % de la croissance économique actuelle, leur PIB représentant 15 % du PIB mondial ;
- leur superficie (28 % des terres émergées hors Antarctique).

En particulier, la Chine, qui a été longtemps la première puissance économique mondiale, aspire à retrouver ce rang, et est en passe d'atteindre son objectif, tout au moins en termes de PIB.

En outre, l'Afrique a une population qui dépasse désormais en 2010 le milliard d'habitants (16 % de la population mondiale) et figure parmi celles qui croissent le plus rapidement sur la planète. Si son PIB n'atteignait encore que 2,6 % du PIB mondial en 2008, avec de fortes disparités entre les pays, ses taux de croissance ont été régulièrement au-dessus de 5 % depuis 2005. Elle présente, pour ces raisons et beaucoup d'autres, un intérêt majeur qu'il convient de prendre en compte dans les stratégies de développement des entreprises.

### Démographie

Dans une tendance globale de l'accroissement de la population mondiale jusqu'à 9 milliards d'individus à l'horizon 2050, l'âge moyen ou le pourcentage de personnes âgées dans la population augmente. Le phénomène du vieillissement ne touche pas seulement les pays développés mais, sous l'effet de l'allongement de l'espérance de vie et/ou d'une diminution de la fécondité, presque tous les pays sont concernés.

Le taux d'urbanisation au niveau mondial passera de 47 % en 2000 à 65 % en 2030 et 75 % en 2100. Les évolutions les plus importantes auront lieu en Asie et en Afrique. Même les zones déjà très urbanisées verront ce taux progresser (de 79 à 85 % d'ici à 2100 pour les pays Asie-Pacifique de l'OCDE). En outre, la

population mondiale devrait se concentrer sur le littoral, les experts estimant que 75 % de la population mondiale vivra à moins de 50 km d'une côte à l'horizon 2050.

### **Crises et instabilité financière et monétaire**

Du fait de la mondialisation, les conséquences des crises, quelles qu'elles soient (financières, militaires...), ne restent désormais plus cantonnées à une région, leurs effets se propagent désormais dans le monde à la vitesse des réseaux de communication. Leur fréquence d'occurrence augmente également, et elles sont de plus en plus souvent communes à plusieurs secteurs industriels. La crise que nous traversons depuis 2008 a pris naissance dans la sphère financière et s'est propagée à plusieurs secteurs. Les marchés de commodités comme l'automobile et le bâtiment ont été particulièrement touchés.

Les finances publiques des États sont notées par les agences de notation (Standard & Poors, Moody's, Fitch), ce qui, dans un contexte de libre circulation des capitaux, permet aux investisseurs une lecture du climat économique et du risque (et donc sa rémunération en termes de taux d'intérêt). Les crises de finances publiques des années quatre-vingt-dix et début 2000 étaient perçues comme lointaines par les Européens (Argentine, par exemple). La situation grecque au printemps 2010, irlandaise à l'automne de la même année, et la garantie apportée par ces États à des banques en situation critique, mais aussi la dégradation brutale des taux d'endettement des pays plus prospères sous l'effet de la crise sont venus rappeler qu'au-delà de certains taux d'endettement il n'est plus de croissance soutenable. Ces données impliquent des évolutions qui modifient sensiblement diverses perspectives de marchés et des priorités d'investissements.

La variabilité des taux de change affecte fortement les entreprises. La parité euro/dollar était de 1,17 dollar pour 1 euro lors de sa première cotation en 1999. Après un plus bas en 2000 (0,82 dollar), l'euro a atteint en 2008 un sommet proche de 1,60 dollar, pour revenir en quelques mois à 1,35 dollar. Plus que les écarts, c'est la volatilité qui pose des problèmes aux entreprises, notamment aux PME exportatrices ou importatrices qui n'ont pas à leur disposition des outils sophistiqués de couverture de change. Lors des périodes d'euro fort, les entreprises sont tentées par des localisations pluri-régionales (Asie, Amériques, UE) pour atténuer les effets.

### **Raréfaction et hausse de prix des matières premières**

Les cours des matières premières connaissent également des fluctuations importantes, de fréquences et d'amplitudes élevées, ces fluctuations parfois violentes s'inscrivent dans une tendance haussière générale, due d'une part, à une forte augmentation de la demande en provenance notamment des pays émergents, et d'autre part, au caractère limité des ressources de la Terre, notion désormais intégrée par les opérateurs. Les spéculations viennent en outre alimenter la virulence des fluctuations.

Le renchérissement des ressources, pour pénalisant qu'il soit à court terme, tend à orienter les entreprises vers une meilleure gestion : l'optimisation des consommations d'énergie, le recyclage et le changement de matières premières via des technologies alternatives, sont rendus attractifs et économiquement rentables par les hausses de prix des ressources «traditionnelles».

### **Réchauffement climatique et prise de conscience environnementale**

Les effets tangibles du réchauffement climatique ne sont plus guère contestés aujourd'hui, plusieurs indices en attestent :

- augmentation lente, supérieure à 0,6° C en un siècle, des températures moyennes enregistrées par les stations météorologiques du monde entier ;
- diminution de l'étendue et de l'épaisseur de la banquise arctique ;
- recul des glaciers continentaux.

Au sein des pays développés, les disparités de comportement vis-à-vis de l'écologie sont importantes, les couches les plus aisées de la population étant souvent les plus à même de payer plus cher un produit

ou service, ou de procéder à un investissement « écologiquement responsable » (énergies renouvelables, produits de l'agriculture biologique...). Surtout, l'échec de Copenhague a, au moins provisoirement, laissé la seule Union européenne avec des engagements quantitatifs majeurs à long terme de réduction des gaz à effet de serre et d'évolution de ses consommation et production d'énergie.

## Le contexte européen et national

### Développement durable

Le « développement durable », qui, outre cette composante écologique, se préoccupe des aspects sociaux et économiques (durabilité des modèles, équité des échanges), influence de plus en plus les comportements des consommateurs et des entreprises. Depuis quelques années, après une phase de *green washing* (qui tentait de simplement donner une teinture écologique à des produits existants), un véritable marché du développement durable a émergé, créant une véritable économie et de la valeur :

- marchés des crédits carbone, monétarisation du droit à polluer ;
- nouvelles filières dans les énergies renouvelables ;
- gestion des ressources ;
- directives REACH dans le domaine de la chimie.

Les gouvernants et législateurs se sont pour la plupart saisis des enjeux environnementaux. Désormais, pour de nombreux produits, la mise sur le marché nécessite l'engagement de maîtriser la filière de fin de vie, et donc d'être en capacité de structurer la collecte, identifier les composants, en tracer les filières... Basée sur des raisonnements prenant en compte l'impact environnemental évité, la fiscalité permet d'assurer le respect des objectifs par les producteurs. La conséquence en est l'émergence de filières favorisées par la législation qui peuvent être différentes d'un pays à l'autre : combustion, recyclage...

De nouveaux schémas de collecte, de valorisation et de contrôle se mettent en place et génèrent un surcoût pour le consommateur final. De nouvelles recettes dans les filières font évoluer le modèle économique du producteur de « déchets ».

Composants du développement durable, la consommation et l'achat « responsables » se développent, et revêtent des formes diverses, de la part des particuliers comme des entreprises :

- pour les marchés des particuliers, on notera : les achats de produits élaborés selon les principes du « bio », la réduction de la consommation, la prise en compte des allégations de bénéfice pour l'environnement, les achats en cycles courts (proximité), le souci du commerce équitable ;
- concernant les entreprises, les engagements en termes d'éthique, les partenariats avec les fournisseurs, la communication institutionnelle... sont autant de signaux forts anticipateurs d'une évolution à venir des comportements.

### Santé, sécurité et principe de précaution

Phénomène mondial à moyen terme, le vieillissement de la population est particulièrement sensible à court terme dans les pays développés, dont la France. Grâce au progrès de l'hygiène, de la médecine, de la pharmacologie, de l'alimentation, de la maîtrise des risques, l'allongement de la durée de vie est considéré comme un véritable progrès pour la société. Il doit s'accompagner d'une qualité de vie qui ne se réduise pas avec les années. Or, malgré les avancées, il apparaît que de nouvelles pathologies, souvent liées à l'âge, se développent rapidement, à l'instar des maladies neuro-dégénératives. Il y a là des enjeux majeurs en termes de santé publique, ainsi que des défis pour les scientifiques.

L'économie des troisième et quatrième âges se développera dans les prochaines années, notamment à travers les services. En France, à l'âge de la retraite, on constate des départs massifs des grands centres urbains (en particulier l'Île-de-France), puis un retour vers les villes, où la densité de services est plus forte. Selon l'Insee, les personnes âgées de 80 ans et plus constitueront une part croissante de la population métropolitaine en 2030 (7,2 % contre 4,5 % actuellement).

Par ailleurs, la société réclame plus de contrôle et de sécurité :

- le principe de précaution inscrit dans la constitution française et issu des problématiques liées à l'environnement s'applique à de multiples secteurs ;
- la gestion des risques : devenue une activité à part entière dans les entreprises ;
- la traçabilité ;
- la gestion des crises : ESB, grippe A.

Cette attitude impose une évaluation systématique des risques en regard des bénéfices attendus d'une action ou d'un produit.

### **Les technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle essentiel dans la société**

Incontournables pour le fonctionnement et la compétitivité des entreprises, de plus en plus omniprésentes dans la plupart des objets courants, enfouies dans les véhicules et tous les systèmes techniques complexes, les technologies de l'information et de la communication se diffusent dans toutes les composantes de l'économie et dans chaque recoin de notre vie quotidienne. Elles contribuent de façon majeure aux gains de productivité comme à l'innovation, et comme telles, sont une composante essentielle de la croissance. Elles sont aussi le vecteur principal de l'évolution vers la société de la connaissance.

Traitées en tant que secteur économique et par le prisme des technologies clés, les TIC font également partie de notre environnement. Leurs évolutions font naître des espoirs de progrès, tout en soulevant des questions de société fondamentales s'agissant par exemple du respect de la vie privée.

## **Les marchés et les modèles économiques**

### **Des cycles économiques de plus en plus rapides**

Conséquence de la mise en réseau des acteurs économiques mondiaux, et de la circulation accélérée de l'information, les cycles économiques s'enchaînent de plus en plus rapidement :

- les crises et les revirements de situation sont brutaux et fréquents ;
- la morphologie des chaînes de valeur est susceptible d'évoluer rapidement ;
- les entreprises s'adaptent en accélérant le rythme de renouvellement des produits dans tous les secteurs d'activité : électronique grand public, mais aussi automobile, biens d'équipements, pharmacie, agroalimentaire...

Les cycles économiques imposent à l'entreprise de réduire ses temps de développement et de se réorganiser, en interne ou en externalisant certains développements.

### **Des structures de marchés en évolution**

La structuration même des marchés évolue, avec deux tendances, le dédoublement des marchés, et la théorie du *long tail* (longue traîne).

Certains marchés, après s'être essouffés, ont retrouvé un dynamisme en segmentant leur offre en deux axes opposés, le luxe et le *low-cost*. Dans le transport aérien par exemple, le développement fort des compagnies d'avions-taxis est concomitant avec la croissance exceptionnelle de compagnies aériennes à bas coûts qui couvrent de nombreuses destinations, avec des prix très réduits. Certaines entreprises créent des enseignes *low-cost* en leur sein, avec une marque dédiée.

Par ailleurs, les marchés de « niches », longtemps délaissés par les acteurs majeurs, se révèlent comme potentiellement créateurs de valeur, même si les quantités individuelles de chaque produit vendu restent modestes. C'est la théorie *long tail* (longue traîne, d'après l'expression utilisée dans le langage statistique). Grâce à Internet notamment, des modèles diversifiés émergent au rebours de tendances antérieures d'offres uniformisées. Un exemple d'entreprise qui a réussi à s'imposer sur ce marché est le distributeur en ligne Amazon. Grâce notamment aux nouveaux modèles de vente (en ligne) et de stockage (dans des entrepôts peu coûteux loin des centres-ville), le coût d'accès aux niches est parfois très faible. Ainsi les marchés de niches peuvent-ils être très rentables, et une offre abondante de produits uniques ou de petites séries, peut générer autant de chiffre d'affaires qu'un marché de produits populaires ou de commodités.

### Une imbrication de plus en plus forte avec les services

Outre la dynamique des marchés de services qui ne se dément pas, les marchés de produits évoluent aussi, avec des dynamiques propres, vers une offre de services associés. Lorsqu'il achète un produit, le client, qu'il soit particulier, administration ou entreprise, attend un service après vente, une offre de maintenance, un service de mise à jour. Il peut également être attiré par toute offre de services lui « facilitant la vie » et lui permettant de se concentrer sur ses préoccupations essentielles ou son « cœur de métier » pour les entreprises. Les services accompagnant l'offre produit principale sont une source de revenus complémentaires, parfois plus importante que la vente du produit et qui fait la rentabilité. Tous les secteurs économiques sont concernés, les monographies sectorielles du présent ouvrage approfondissent ces aspects.

### L'entreprise s'ouvre et travaille en réseau

De plus en plus, le client participe à l'élaboration du produit et fournit du travail. Cette tendance est particulièrement visible dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Des versions « bêta » des logiciels sont mises en circulation pour que les utilisateurs les testent et signalent à l'éditeur les bugs, le modèle de l'*open source* met à contribution des communautés de développeurs... Loin de ces contributions de personnes éclairées ou de spécialistes, le consommateur fournit aussi un travail, traditionnellement fourni par l'entreprise dans de nombreux cas : les caisses automatiques, l'enregistrement en bornes libre service dans les aéroports, les services bancaires en ligne...

Les démarches d'*open innovation* conduisent les entreprises à aller plus loin que leurs partenariats industriels classiques, et à chercher leurs idées et projets, et plus globalement la valeur, dans l'ensemble de l'environnement qui leur est accessible : clients, fournisseurs, laboratoires... Potentiellement porteuses d'avancées majeures, ces méthodes ont des impacts significatifs sur les modes d'organisation, les processus et les modèles économiques des entreprises.

## Références

- [1] [http://www.strategie.gouv.fr/article.php3?id\\_article=949](http://www.strategie.gouv.fr/article.php3?id_article=949)
- [2] <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid20797/la-strategie-nationale-de-recherche-et-d-innovation.html>
- [3] <http://www.etatsgeneraux.industrie.gouv.fr/>